

Réaction de l'AMDES au projet de loi 86 sur la gouvernance scolaire

Montréal le 4 décembre 2015 – L'AMDES se réjouit que le gouvernement ait finalement déposé le projet de loi tant attendu sur la gouvernance scolaire souhaitant la tenue d'un débat large et constructif autour de la gestion des écoles.

Comme l'a déclaré la présidente de l'AMDES, Hélène Bourdages : « Au-delà du réinvestissement urgemment requis dans les écoles montréalaises, une refonte des structures est également nécessaire pour rapprocher la prise de décisions des écoles et des centres. Est-ce que le projet de loi va assez loin et permet à de réels changements de se mettre en place ? Il est trop tôt pour le dire, nous devons l'analyser de près avant de nous prononcer. Mais il est d'ores et déjà certain que les directions d'établissement souhaitent collaborer à la mise en place et au bon fonctionnement des nouvelles structures à l'intérieur desquelles elles pourront exercer un leadership efficace fondé sur une connaissance fine du terrain et des enjeux. »

L'AMDES réclame depuis longtemps une décentralisation vers les écoles et les centres de certaines responsabilités assortie des ressources afférentes. « Selon ce qui a été annoncé par le ministre, les directions semblent être appelées à jouer un rôle central plus important relativement à la répartition des ressources, le processus de reddition de compte serait aussi simplifié, plus de consultation semble également prévue. Il s'agit de bonnes prémisses, il faudra voir après analyse, si cela sera suffisant à améliorer de façon importante la gestion scolaire, » a conclu Mme Bourdages.

À propos de...

L'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire regroupe 470 membres qui travaillent à la Commission scolaire de Montréal (CSDM) et à la Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSPI). Tous les membres y œuvrent comme directions d'école ou de centre, directions adjointes ou gestionnaires administratifs. L'AMDES a pour but spécifique l'étude, la défense et le développement des intérêts professionnels, économiques et sociaux de ses membres et de la profession. Elle fonctionne de façon démocratique et fait de son approche éthique, transparente et équitable le fondement même de ses valeurs.

- 30 -

Pour renseignements : Catherine Escojido 514.927-8807 catherine@escojido.com